

# Frappe russe en Roumanie : ni guerre ni paix, le défi des zones grises pour l'OTAN

Analyse géopolitique · Antonia Colibasanu (Université nationale roumaine / CIVICA / Sciences Po) · 29 mai 2026

**Le 29 mai 2026, un drone russe a frappé un immeuble résidentiel à Galați, en Roumanie, blessant deux civils, une première : jamais encore le territoire de l'OTAN n'avait enregistré de victimes liées au conflit ukrainien. L'incident est analysé ici par Antonia Colibasanu, analyste géopolitique et maître de conférences à l'Université nationale roumaine de sciences politiques et d'administration publique, dont les travaux sont présentés à Sciences Po dans le cadre de sa participation à l'alliance de recherche CIVICA. Qu'est-ce qu'un drone égaré nous dit de la frontière, de plus en plus floue, entre guerre et paix ?**

Dans la nuit du vendredi 29 mai 2026, un drone russe a frappé un immeuble résidentiel dans la ville de Galați, en Roumanie, près de la frontière ukrainienne, blessant une femme et un enfant qui ont été hospitalisés. L'incident marque une escalade significative des effets de débordement de la guerre en Ukraine : c'est la première fois que des civils sur le territoire de l'OTAN ont dû être hospitalisés à la suite d'une frappe de drone liée au conflit. Si la Roumanie, la Pologne, la Lettonie, l'Estonie et d'autres membres de l'Alliance ont déjà subi des incursions de drones, des crashes et des chutes de débris sur leur territoire depuis 2022, ces incidents se soldaient généralement par des dégâts matériels ou sans faire de victimes.

## La guerre se rapproche des populations civiles

Au-delà de ses implications militaires et stratégiques, cet incident revêt une dimension socio-psychologique importante. Pour les populations civiles de l'OTAN, et en particulier pour celles vivant sur le flanc oriental de l'Alliance, il renforce la réalité que la guerre n'est pas un conflit lointain, mais qu'elle se déroule à proximité immédiate de leurs communautés. La frappe met en évidence la vulnérabilité des régions frontalières et pourrait accentuer le sentiment d'insécurité dans l'opinion publique, même en l'absence d'une attaque délibérée contre le territoire de l'Alliance.

C'est pourquoi cet événement aura à la fois des implications stratégiques et sécuritaires, et des implications socio-politiques, compte tenu du débat politique qui s'ensuit dans un environnement déjà mis à l'épreuve par les narratifs de désinformation russes. Pour maintenir la stabilité, la communication politique est cruciale : les autorités doivent rassurer la population,

expliquer les circonstances de l'incident et démontrer que des mesures efficaces sont en place pour protéger les citoyens, tout en évitant toute escalade inutile.

C'est la raison pour laquelle le président roumain et le ministère de la Défense se sont adressés au public dès vendredi matin. Selon la présidence roumaine, l'incursion du drone sur le territoire roumain résulte de l'intense activité militaire en cours dans le sud de l'Ukraine et dans la région de la mer Noire, où les forces russes continuent de mener des attaques massives de drones contre les infrastructures ukrainiennes et les installations portuaires le long du Danube. Le président a déclaré vendredi que les autorités roumaines savaient qu'« un drone russe, un Geran-2, avait été lancé depuis la Russie [...]. Il faisait partie d'un essaim de 43 drones russes, dont un seul s'est retrouvé sur le territoire roumain. »

Si les autorités roumaines ont d'abord traité l'incident comme un débordement non intentionnel de la guerre, Bucarest a progressivement insisté sur la responsabilité de la Russie, affirmant que la violation du territoire roumain était une conséquence directe des opérations militaires de Moscou. Dans cette perspective, les responsables roumains ont appelé à la fermeture du consulat russe de Constanța, longtemps considéré comme un important pôle historique des activités de renseignement russes dans la région de la mer Noire (ce consulat avait été établi par la Russie à la fin du XVIIIe siècle, lorsque Constanța — alors connue sous le nom de Kustendje (Küstence) — était un port commercial ottoman sur la mer Noire).

## Un nouveau défi géopolitique pour l'Europe

Pour l'Europe, cet incident revêt une importance particulière, car Galați occupe une position stratégique à l'intersection du territoire de l'OTAN et du théâtre de guerre ukrainien. Située sur le Danube, à quelques kilomètres de la frontière ukrainienne, la ville se trouve sur l'un des corridors logistiques les plus importants d'Europe, reliant la mer Noire à l'Europe centrale. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le Danube est devenu un itinéraire alternatif essentiel pour les exportations de céréales ukrainiennes, après les perturbations répétées du trafic en mer Noire, tout en servant de canal important pour l'aide humanitaire, le commerce et l'assistance militaire.

*« Pour les populations civiles de l'OTAN, et en particulier pour celles vivant sur le flanc oriental de l'Alliance, il renforce la réalité que la guerre n'est pas un conflit lointain, mais qu'elle se déroule à proximité immédiate de leurs communautés. »*

Parallèlement, la région est de plus en plus exposée aux réalités opérationnelles du conflit, notamment les frappes russes contre les ports ukrainiens sur le Danube, l'intense activité de

guerre électronique impliquant le brouillage et le leurrage GPS, les opérations ukrainiennes de lutte anti-drone, et le renforcement des missions de police aérienne de l'OTAN. En conséquence, même un seul drone franchissant la frontière roumaine porte des implications qui dépassent largement l'incident immédiat, soulevant des questions sur la sécurité des frontières, la gestion de l'escalade et la résilience des infrastructures critiques de l'OTAN et de l'UE sur le flanc oriental de l'Alliance.

C'est pourquoi le président roumain a insisté sur la pleine responsabilité de la Russie tout en reconnaissant que le drone était initialement destiné à l'Ukraine, laissant entendre indirectement que le drone aurait pu être dévié par l'intense brouillage électronique ukrainien. La confirmation publique qu'un équipement militaire ukrainien aurait causé un incident de sécurité transfrontalier pourrait alimenter le débat politique intérieur, tout en offrant aux acteurs eurosceptiques et prorusses une opportunité de remettre en question les coûts et les risques liés au soutien à l'Ukraine.

Déterminer la cause précise d'un incident de drone est souvent difficile, même lorsque de nombreuses données techniques sont disponibles, ce qui signifie que les conclusions sont rarement exemptes d'incertitude. Néanmoins, des narratifs concurrents émergent rapidement et peuvent produire des effets politiques significatifs. L'un des récits apparus à la suite de l'incident est l'argument selon lequel les activités de guerre électronique ukrainiennes auraient pu contribuer à la déviation du drone. Cette interprétation, amplifiée par les médias russes et reprise par certaines voix politiques sceptiques vis-à-vis du soutien de la Roumanie à l'Ukraine, pourrait conduire à des appels en faveur d'une réglementation plus stricte des activités de guerre électronique ukrainiennes près de la frontière. De telles propositions seraient toutefois politiquement sensibles, car toute restriction des capacités de brouillage ukrainiennes pourrait affecter la capacité de Kyiv à défendre ses propres infrastructures critiques et installations portuaires sur le Danube.

Plus largement, ce débat a des implications pour la cohésion de l'OTAN et de l'UE. Il pourrait créer des tensions entre Kyiv et les États membres de l'OTAN en première ligne, tout en appelant à des protocoles plus clairs régissant les activités militaires et de guerre électronique près des frontières de l'Alliance. Pour l'Union européenne, la question touche également à la protection des infrastructures critiques, à la sécurité du corridor danubien en tant qu'axe de transport majeur, et à la sûreté de l'aviation civile et des systèmes de navigation.

## **Les zones grises et la mise à l'épreuve de l'OTAN**

Cet incident peut donc être considéré comme faisant partie d'un effort plus large visant à tester les mécanismes de réponse de l'OTAN et de l'UE. La Russie a régulièrement eu recours à des tactiques de zone grise contre les États occidentaux, notamment des cyberattaques, des opérations de sabotage, des interférences GPS et des campagnes de désinformation conçues pour sonder les vulnérabilités sans franchir le seuil d'une confrontation militaire ouverte. Dans ce

contexte, un drone pénétrant sur le territoire roumain peut servir plusieurs objectifs : évaluer les capacités de détection et d'attribution de l'OTAN, jauger la cohésion politique entre alliés et tester la volonté de l'Alliance de répondre à des incidents sécuritaires ambigus. L'ambiguïté inhérente aux incursions de drones en fait des instruments particulièrement utiles pour ce type de sondage stratégique, car ils tombent souvent en dessous du seuil d'une attaque armée caractérisée, tout en générant des effets politiques et psychologiques.

De tels incidents exposent également un dilemme fondamental pour la dissuasion de l'OTAN. Une réponse ferme risque d'aggraver les tensions avec la Russie, tandis qu'une réponse limitée pourrait être interprétée comme un signe de vulnérabilité ou de manque de détermination. La position de la Roumanie sur le flanc oriental de l'OTAN confère à ces incidents une signification symbolique particulière, la réaction du pays étant étroitement surveillée tant par les alliés que par les adversaires. En pratique, des incidents ambigus de ce type sont plus susceptibles de déclencher des consultations au titre de l'article 4 du Traité de l'Atlantique Nord — qui permet aux alliés de se consulter lorsque leur intégrité territoriale ou leur sécurité est menacée — que de l'article 5, qui exige la preuve évidente d'une attaque armée. Toutefois, si de tels incidents de zone grise se multiplient, ils pourraient normaliser le recours aux consultations au titre de l'article 4 et remodeler progressivement les procédures de gestion de crise de l'OTAN, tout en renforçant l'importance d'une attribution rapide, d'une surveillance aérienne intégrée et d'une communication stratégique efficace.

Il est à noter que la Roumanie a choisi de ne pas invoquer les consultations au titre de l'article 4 au sein de l'OTAN à la suite de l'incident, ce qui suggère que Bucarest a cherché à éviter une escalade inutile avec la Russie, en maintenant l'événement dans le domaine de la gestion politique et diplomatique. Plutôt que de présenter la frappe de drone comme une crise de sécurité immédiate pour l'Alliance, les autorités roumaines se sont concentrées sur la communication publique, l'attribution et la coordination avec les alliés. Une conséquence immédiate a été l'intensification de la communication politique autour de l'incident. Au-delà des déclarations officielles du gouvernement et des institutions sécuritaires, l'événement a suscité un débat intense sur les réseaux sociaux et de vives réactions de la part des partis d'opposition. Dans l'environnement politique déjà polarisé de la Roumanie, l'incident s'est intégré à un affrontement plus large sur la politique de sécurité, le soutien à l'Ukraine et la gestion des risques de sécurité nationale par le gouvernement, approfondissant encore les divisions politiques existantes. En ce sens, l'incident aura également des répercussions dans la politique européenne au sens large.

## **Les défis du confinement de la guerre dans des espaces délimités**

Au-delà des conséquences politiques et sécuritaires immédiates, l'incident de Galați illustre plusieurs défis plus larges auxquels font face l'OTAN et l'UE. Premièrement, il démontre la difficulté croissante de contenir géographiquement la guerre à l'ère des drones à longue portée et de la guerre électronique omniprésente. Le flanc oriental de l'OTAN n'est plus simplement

adjacent au conflit en Ukraine ; il est de plus en plus affecté par ses retombées opérationnelles. Deuxièmement, l'incident met en évidence l'absence d'un cadre global pour gérer les effets transfrontaliers de la guerre électronique, soulignant la nécessité d'une coordination plus étroite entre l'OTAN, l'UE et l'Ukraine en matière de gestion de l'espace aérien et de mécanismes permettant de traiter les impacts civils. Troisièmement, l'ambiguïté entourant ces incidents renforce l'importance d'une communication stratégique rapide et transparente, afin d'éviter la panique publique, de limiter l'exploitation politique et de contrer la désinformation. Enfin, la frappe rappelle la vulnérabilité des infrastructures critiques le long du corridor danubien, artère stratégique pour le commerce, le transit énergétique et la logistique militaire. Le renforcement des défenses aériennes, l'intégration des systèmes de surveillance civils et militaires, et l'expansion des investissements dans les capacités anti-drones sont donc susceptibles de devenir des priorités de plus en plus importantes pour la Roumanie et ses alliés.

Plus largement, l'incident de Galați illustre comment la guerre en Ukraine remodèle l'environnement de sécurité européen au-delà du champ de bataille lui-même. Le défi le plus important pour l'OTAN et l'UE n'est plus seulement de dissuader l'agression militaire conventionnelle, mais de gérer les effets cumulatifs des activités de zone grise, des retombées technologiques et de la polarisation politique générées par un conflit prolongé aux frontières de l'Europe. À mesure que la guerre des drones, la guerre électronique et la guerre de l'information s'entremêlent de plus en plus, des incidents tombant en dessous du seuil d'une attaque armée peuvent néanmoins avoir des conséquences stratégiques et politiques substantielles. Pour les décideurs européens, la question clé n'est donc pas seulement de savoir comment répondre à des incidents individuels, mais comment construire des institutions, des mécanismes de communication et des cadres de résilience capables de gérer un environnement sécuritaire dans lequel les frontières entre guerre et paix, politique intérieure et menaces extérieures, deviennent progressivement floues. En ce sens, la frappe de drone à Galați pourrait s'avérer moins importante en tant qu'événement isolé qu'en tant qu'indicateur de la nature évolutive de la sécurité et de la gouvernance sur la frontière orientale de l'OTAN.